

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

La rupture : est-ce le bon diagnostic au bon moment?

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Le discours prononcé par le premier ministre Mark Carney à Davos a marqué les esprits. En qualifiant la situation internationale de « rupture » plutôt que de simple transition, il a mis des mots sur un malaise largement partagé : la fragilisation de l'ordre multilatéral et le retour d'un rapport de force assumé entre grandes puissances. Son appel à une coordination accrue des puissances moyennes est cohérent et difficile à contester.

Mais une vision, aussi percutante soit-elle, ne vaut que par la clarté de ses implications concrètes. Or, à y regarder de plus près, le discours de Davos laisse apparaître plusieurs zones d'ombre qui affaiblissent sa portée.

La première tient à une tension non résolue entre les principes affichés et les choix opérationnels. Invoquer la « vie dans la vérité » de Václav Havel, tout en concluant simultanément un partenariat stratégique avec la Chine relève d'une audace certaine. Havel, faut-il le rappeler, fut l'un des critiques les plus lucides des régimes autoritaires fondés sur le mensonge institutionnalisé. Mais le problème n'est pas tant le choix du pragmatisme (même au coût de certaines contradictions) que l'absence de lignes rouges explicites. Quels secteurs sont exclus des investissements chinois? Quelles technologies sont jugées sensibles? Sur quels enjeux de sécurité le Canada entend-il maintenir une position de principe? L'entente avec la Chine ouvre la porte à des investissements bilatéraux dans des secteurs critiques, notamment l'énergie, alors même que la stratégie de sécurité nationale américaine exclut explicitement la présence d'acteurs jugés hostiles dans l'hémisphère occidental. Le Canada peut-il à la fois dénoncer le « transactionnalisme » des grandes puissances et s'y livrer sans jamais en définir les limites?

Le deuxième enjeu concerne le diagnostic lui-même. Qualifier la période actuelle de rupture suppose que le virage américain vers l'unilatéralisme constitue un changement irréversible. Or, cette hypothèse mérite d'être nuancée. Donald Trump quittera la Maison-Blanche d'ici quelques années, et les institutions américaines, bien que mises à rude épreuve, continuent de jouer leur rôle de contre-pouvoir. Par ailleurs, les faits économiques invitent à la prudence : le commerce mondial a atteint des sommets en 2025 et, malgré un climat géopolitique dégradé, aucune grande économie n'est entrée en récession.

Cela ne signifie pas qu'il faille sous-estimer les risques. Une stratégie responsable doit intégrer la possibilité d'un retour cyclique du « dominationnisme » américain. Le Canada a raison de vouloir diversifier ses partenariats et réduire certaines dépendances. Mais il y a une différence entre bâtir une résilience stratégique et entériner, par avance, la fin durable du multilatéralisme nord-américain. Parier exclusivement sur un scénario de rupture permanente expose à des erreurs coûteuses et à des compromis mal assumés.

Enfin, le discours souffre d'un flou temporel récurrent dans ses promesses. Cela commence bien avant Davos, alors que les ambitions affichées de plus que doubler les dépenses de défense, en faire de même avec la capacité électrique, ou encore bâtir une autonomie industrielle stratégique, s'inscrivent sur des horizons de plusieurs décennies. La promesse précédente de 500 000 mises en chantier annuelles relevait déjà de l'utopie. Quant aux 500 G\$ d'investissements privés qu'on prétendait pouvoir attirer dans le dernier budget, ils reposent sur l'hypothèse discutable qu'il suffirait d'être « dans le bon camp » pour attirer des capitaux étrangers, alors même que les grands

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques	6
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
 Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
 Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
 Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

fonds de pension canadiens hésitent depuis des années à investir davantage chez eux. Bref, la réalisation de ne serait-ce que la moitié de ces ambitions exige des réformes structurelles longues, politiquement difficiles, et une mobilisation soutenue sur 20 à 30 ans. Refuser de le dire, c'est risquer de nourrir des attentes irréalistes, et esquiver le débat sur les coûts et les sacrifices collectifs pour y arriver. Une vision crédible gagnerait à assumer cette transparence pour éviter un effritement de l'adhésion. Car un échec d'exécution ne serait malheureusement pas le premier.

Que faire alors? Le diagnostic posé à Davos est largement fondé : le monde change et le Canada doit s'y adapter. Mais entre le diagnostic et la prescription subsiste un vide qu'il faut combler. Premièrement, en définissant explicitement des lignes rouges en matière de sécurité économique et technologique. Deuxièmement, en calibrant adéquatement les risques entourant les partenariats du Canada avec les grandes puissances. Troisièmement, en abandonnant le transformationalisme instantané au profit d'un plan séquencé, articulé sur plusieurs décennies, avec des objectifs intermédiaires mesurables et des réformes clairement hiérarchisées. Entre la vision inspirante et le plan exécutable, il y a une vertu cardinale qu'on ne peut se permettre de laisser s'effriter : la rigueur. C'est l'heure de retirer l'affiche de la vitrine.

À surveiller

ÉTATS-UNIS

*** En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.**

MERCREDI 18 février - 8:30

Décembre	taux ann.
Consensus	1 325 000
Desjardins	1 250 000
Octobre	1 246 000

Mises en chantier (décembre) – La publication des indicateurs portant sur le marché des propriétés neuves a particulièrement souffert de l'impasse budgétaire de l'automne dernier. Ainsi, ce n'est que cette semaine que nous aurons les données des mises en chantiers de novembre et de décembre, qui seront d'ailleurs publiées au même moment. Pour novembre, on s'attend à une bonne hausse des nouvelles constructions. Cela serait compatible avec le niveau précédent des permis de bâtir, avec la progression des ventes de maisons individuelles neuves ainsi qu'avec les mouvements de l'emploi et des heures travaillées au sein de la construction résidentielle. On s'attend à ce que les mises en chantier aient atteint 1 350 000 unités à rythme annualisé en novembre. Pour décembre, le résultat risque d'être plus faible alors que les heures travaillées ont faibli à la toute fin de l'année. Un recul à 1 250 000 unités est anticipé, mais, évidemment, cette prévision dépend aussi du résultat du mois précédent.

MERCREDI 18 février - 9:15

Janvier	m/m
Consensus	0,4 %
Desjardins	0,6 %
Décembre	0,4 %

Production industrielle (janvier) – La production industrielle a connu deux hausses mensuelles consécutives de 0,4 % en novembre et en décembre. On s'attend à un gain encore plus élevé pour le premier mois de 2026. Les heures travaillées de janvier publiées cette semaine pointent vers une très bonne croissance du secteur de la fabrication, notamment du côté du secteur automobile. On s'attend aussi à un gain du secteur minier. La demande d'énergie pourrait être appuyée par le temps froid qui a sévi à la fin du mois dernier. Somme toute, des hausses de 0,6 % sont prévues à la fois pour la fabrication et pour la production industrielle totale.

JEUDI 19 février - 8:30

Décembre	G\$ US
Consensus	-55,5
Desjardins	-46,8
Novembre	-56,8

Balance commerciale (décembre) – Fortement affectée par les annonces tarifaires et les aléas des politiques de la Maison-Blanche, la balance commerciale américaine s'est récemment montrée très volatile. En octobre, le déficit des échanges de biens et services était le plus petit depuis 2009. Toutefois, dès novembre, il avait déjà presque doublé pour atteindre son plus haut niveau depuis juillet, avec notamment une chute mensuelle des exportations et un fort bond des importations. On s'attend toutefois à une amélioration pour décembre alors que la volatilité devrait se poursuivre. Le déficit commercial pourrait ainsi repasser sous les -50 G\$ US.

VENDREDI 20 février - 8:30

T4 1 ^{ère} est.	taux ann.
Consensus	2,8 %
Desjardins	3,5 %
T3 3 ^e est.	4,4 %

PIB réel (quatrième trimestre – première estimation) – Avec près d'un mois de retard, nous aurons les premiers résultats du PIB réel du quatrième trimestre et pour l'ensemble de 2025. La dernière année a commencé plutôt mal avec une baisse de 0,6 % à rythme annualisé du PIB réel. Les deux trimestres suivants ont toutefois montré que l'économie américaine demeurerait robuste avec des gains annualisés respectifs de 3,8 % et 4,4 %. On s'attend à une autre bonne croissance pour le dernier trimestre de l'année. Malgré l'impasse budgétaire (qui devrait amener une diminution des dépenses gouvernementales), la consommation des ménages a fait preuve de résilience et un gain de près de 3,0 % de cette importante composante est attendu. L'investissement des entreprises privées a dû continuer de progresser, mais le rythme pourrait afficher un nouveau ralentissement alors que les contributions provenant de l'intelligence artificielle semblent s'essouffler un peu. On s'attend à une forte contribution du secteur extérieur avec à la fois une hausse des exportations et une baisse des importations. Somme toute, un gain annualisé de 3,5 % est attendu pour le quatrième trimestre. Cela amènerait le gain pour l'ensemble de 2025 à 2,3 %, ce qui reste un ralentissement par rapport aux résultats des années précédentes.

VENDREDI 20 février - 10:00

Décembre	taux ann.
Consensus	735 000
Desjardins	685 000
Octobre	737 000

LUNDI 16 février - 8:15

Janvier	taux ann.
Consensus	265 200
Desjardins	230 000
Décembre	282 400

LUNDI 16 février - 8:30

Décembre	m/m
Consensus	0,5 %
Desjardins	0,5 %
Novembre	-1,2 %

MARDI 17 février - 8:30

Janvier	m/m
Consensus	0,1 %
Desjardins	0,2 %
Décembre	-0,2 %

MERCREDI 18 février - 5:00

Janvier	m/m
Consensus	nd
Desjardins	-5,5 %
Décembre	-2,7 %

JEUDI 19 février - 8:30

Décembre	G\$
Consensus	-2,00
Desjardins	-2,60
Novembre	-2,20

Ventes de maisons neuves (décembre) – Comme pour les mises en chantier, la publication des ventes de propriétés individuelles neuves est en retard par rapport à d'autres indicateurs. Dans ce cas aussi, nous aurons au même moment de nouvelles données pour novembre et pour décembre. On s'attend à des baisses pour ces deux mois. Les ventes ont nettement augmenté au cours de l'été, mais les niveaux atteints semblent particulièrement élevés par rapport à celui des permis de bâtir ainsi que par rapport à la tendance de la confiance des constructeurs. Cela dit, le niveau des recherches en ligne est demeuré élevé et les demandes de prêt hypothécaire en vue d'un achat ont continué d'augmenter à la fin de 2025.

CANADA

Mises en chantier (janvier) – Nous estimons que les mises en chantier se seront établies à environ 230 000 unités (désaisonnalisées et à rythme annualisé) en janvier. Il s'agirait d'un repli naturel par rapport aux chiffres plus élevés que prévu de décembre, amplifié par deux grosses tempêtes de neige et un vortex polaire qui ont brièvement perturbé la construction. Pour plus de détails sur nos attentes pour 2026 et 2027, consultez les dernières [Perspectives immobilières de Desjardins](#).

Ventes des manufacturiers (décembre) – Nous prévoyons une hausse des ventes du secteur manufacturier de 0,5 % en décembre par rapport à novembre, conformément au résultat provisoire de Statistique Canada. La hausse des ventes de véhicules automobiles et de produits alimentaires devrait avoir stimulé la croissance au cours du mois. En termes réels, les ventes des manufacturiers ont probablement augmenté de 0,2 %, les prix des produits industriels désaisonnalisés ayant également progressé modestement (0,3 %).

Indice des prix à la consommation (janvier) – Les prix à la consommation globaux ont probablement augmenté de 0,2 % en janvier. Par conséquent, il faut s'attendre à ce que le taux d'inflation annuel se soit accéléré pour atteindre 2,5 %, ce qui reflète les pressions à la hausse continues exercées par les effets de base liés au congé de TPS/TVH de l'an dernier. La chute des prix de l'énergie devrait compenser en partie la nouvelle hausse prévue des prix des aliments. Compte tenu de ces prévisions, nous nous attendons à ce que les mesures de l'inflation fondamentale privilégiées par la Banque du Canada (BdC) se maintiennent à 2,6 % sur une période de 12 mois. Ces mêmes mesures, annualisées sur trois mois, devraient également rester sous 2,0 % pour un deuxième mois consécutif. Dans l'ensemble, l'inflation demeure assez faible pour que la BdC puisse se concentrer entièrement sur le soutien de la croissance en cas de chocs économiques négatifs.

Ventes de propriétés existantes (janvier) – Les ventes de propriétés devraient avoir chuté d'environ 5,5 % en janvier, car de nombreux acheteurs potentiels ont été ensevelis par deux grosses tempêtes de neige au cours du mois, en particulier dans le sud de l'Ontario, au Québec et dans l'est du pays. Les données annuelles préliminaires des associations immobilières régionales laissent entrevoir des baisses dans la plupart des grands centres par rapport à janvier 2024. Par ailleurs, le Toronto Regional Real Estate Board a signalé que les ventes désaisonnalisées avaient reculé de 9,9 % par rapport à décembre. Consultez les plus récentes [Perspectives immobilières de Desjardins](#) pour connaître notre point de vue sur les ventes et les prix des propriétés au cours des deux prochaines années.

Commerce international (décembre) – Le déficit commercial du Canada a probablement augmenté en décembre. Une légère appréciation du dollar canadien pourrait avoir contribué à la hausse des importations au cours du mois, ce qui aurait compensé en partie les gains enregistrés dans les exportations. Ces derniers sont probablement attribuables à la hausse de l'exportation de pétrole brut. Il faut cependant noter que de nombreuses données entrant normalement dans nos estimations ne sont toujours pas disponibles en raison de l'arrêt des activités du gouvernement américain l'an dernier.

VENDREDI 20 février - 8:30

Décembre	m/m
Consensus	-0,5 %
Desjardins	-0,4 %
Novembre	1,3 %

Ventes au détail (décembre) – Les ventes au détail devraient avoir décliné de 0,4 % en décembre, soit un dixième de point de moins que le résultat provisoire de Statistique Canada de -0,5 %. La baisse des prix de l'essence a probablement fait reculer les ventes nominales chez les détaillants d'essence et de carburant, mais les volumes pourraient aussi avoir diminué. Nous prévoyons un résultat positif pour les ventes de véhicules automobiles et de leurs pièces, entièrement attribuable à l'augmentation des volumes. Les ventes de base, qui excluent les automobiles et l'essence, ont probablement reculé en décembre, après une solide progression en novembre (+1,6 %). On s'attend à des données modérément positives dans le résultat provisoire de janvier. De fortes chutes de neige ont probablement freiné les ventes d'automobiles, mais nous prévoyons qu'elles reprendront de plus belle avec l'annonce de nouvelles remises fédérales sur les véhicules hybrides et électriques rechargeables dès le 16 février. Les ventes d'essence devraient rebondir grâce à la hausse des volumes, les prix de l'essence désaisonnalisés ayant reculé en janvier. Les ventes de base pourraient toutefois demeurer à peu près stables au cours d'un mois marqué par des pertes nettes d'emplois et des conditions météorologiques difficiles dans des régions à forte densité de population en Ontario.

OUTRE-MER**VENDREDI 20 février - 4:00**


Février	
Consensus	51,5
Janvier	51,3


Zone euro : Indice PMI (février – préliminaire) – L'indice PMI composite de la zone euro devrait confirmer une conjoncture toujours en légère croissance, mais sans véritable accélération. L'indicateur s'est replié à 51,3 en janvier, le niveau le plus faible en quatre mois, demeurant toutefois en territoire d'expansion pour un 13^e mois consécutif. Les attentes du consensus des prévisionnistes suggèrent un maintien autour de ce niveau, alors que la dynamique demeure contrastée entre une activité manufacturière encore hésitante et des services qui progressent à un rythme modéré. Dans l'ensemble, les prochains résultats devraient illustrer une reprise graduelle, mais fragile, cohérente avec nos anticipations d'une croissance modérée du PIB réel eurolandais cette année.

Indicateurs économiques

Semaine du 16 au 20 février 2026

* En raison de l'impasse budgétaire qui a eu lieu aux États-Unis, il pourrait y avoir des modifications à l'horaire de publication des indicateurs.

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 16	---	Marchés fermés (President's Day)				
MARDI 17	8:30	Indice Empire manufacturier	Févr.	8,7	5,0	7,7
MERCREDI 18	8:30	Mises en chantier (taux ann.)	Déc.	1 325 000	1 250 000	nd
	8:30	Permis de bâtir (taux ann.)	Déc.	1 420 000	nd	nd
	8:30	Nouvelles commandes de biens durables (m/m)	Déc.	-1,7 %	-3,3 %	5,3 %
	9:15	Production industrielle (m/m)	Janv.	0,4 %	0,6 %	0,4 %
	9:15	Taux d'utilisation de la capacité de production	Janv.	76,5 %	76,6 %	76,3 %
JEUDI 19	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	2-6 févr.	nd	225 000	227 000
	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Déc.	-55,5	-46,8	-56,8
	8:30	Indice de la Fed de Philadelphie	Févr.	7,7	5,0	12,6
VENDREDI 20	8:30	Revenu personnel (m/m)	Déc.	0,3 %	0,4 %	0,3 %
	8:30	Dépenses de consommation (m/m)	Déc.	0,4 %	0,4 %	0,5 %
	8:30	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Déc.	0,3 %	0,2 %	0,2 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Déc.	0,3 %	0,2 %	0,2 %
		Total (a/a)	Déc.	2,8 %	2,7 %	2,8 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Déc.	2,9 %	2,8 %	2,8 %
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T4p	2,8 %	3,5 %	4,4 %
	10:00	Indice de confiance du Michigan – final	Févr.	56,9	57,3	57,3
	10:00	Ventes de maisons neuves (taux ann.)	Déc.	735 000	685 000	nd
CANADA						
LUNDI 16	---	Marchés fermés (jour de la Famille, à l'exception du Québec)				
	8:15	Mises en chantier (taux ann.)	Janv.	265 200	230 000	282 400
	8:30	Ventes des manufacturiers (m/m)	Déc.	0,5 %	0,5 %	-1,2 %
MARDI 17	8:30	Ventes des grossistes (m/m)	Déc.	2,0 %	2,1 %	-1,8 %
	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Janv.	0,1 %	0,2 %	-0,2 %
		Total (a/a)	Janv.	2,4 %	2,5 %	2,4 %
MERCREDI 18	5:00	Ventes de maisons existantes (m/m)	Janv.	nd	-5,5 %	-2,7 %
JEUDI 19	8:30	Balance commerciale (G\$)	Déc.	-2,00	-2,60	-2,20
VENDREDI 20	8:30	Ventes au détail				
		Total (m/m)	Déc.	-0,5 %	-0,4 %	1,3 %
		Excluant automobiles (m/m)	Déc.	0,1 %	-0,5 %	1,7 %
	8:30	Indice des prix des produits industriels (m/m)	Janv.	0,2 %	0,1 %	-0,6 %
	8:30	Indice des prix des matières brutes (m/m)	Janv.	0,6 %	0,7 %	0,5 %

NOTE : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 16 au 20 février 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
DIMANCHE 15							
Japon	18:50	PIB réel – préliminaire	T4	0,4 %		-0,6 %	
LUNDI 16							
Zone euro	5:00	Production industrielle	Déc.	-1,5 %	1,3 %	0,7 %	2,5 %
Japon	23:30	Indice de l'activité tertiaire	Déc.	-0,2 %		-0,2 %	
MARDI 17							
Royaume-Uni	2:00	Taux de chômage ILO	Déc.	5,1 %		5,1 %	
Allemagne	2:00	Indice des prix à la consommation – final	Janv.	0,1 %	2,1 %	0,1 %	2,1 %
Italie	4:00	Balance commerciale (M€)	Déc.	nd		5 078	
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation courante	Févr.	-65,7		-72,7	
Allemagne	5:00	Indice ZEW – situation future	Févr.	65,0		59,6	
Japon	18:50	Balance commerciale (G\$)	Janv.	-144,4		-208,6	
Nouvelle-Zélande	20:00	Réunion de la Banque de réserve de la Nouvelle-Zélande	Févr.	2,25 %		2,25 %	
MERCREDI 18							
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la consommation	Janv.	-0,5 %	3,0 %	0,4 %	3,4 %
Royaume-Uni	2:00	Indice des prix à la production	Janv.	0,2 %	2,9 %	0,0 %	3,4 %
France	2:45	Indice des prix à la consommation – final	Janv.	-0,3 %	0,3 %	-0,3 %	0,3 %
JEUDI 19							
Zone euro	4:00	Compte courant (G€)	Déc.	nd		8,6	
Zone euro	5:00	Construction	Déc.	nd	nd	-1,1 %	-0,8 %
Zone euro	10:00	Confiance des consommateurs – préliminaire	Déc.	-11,7		-12,4	
Japon	18:30	Indice des prix à la consommation	Janv.		1,5 %		2,1 %
Japon	19:30	Indice PMI composite – préliminaire	Févr.	nd		53,1	
Japon	19:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Févr.	nd		51,5	
Japon	19:30	Indice PMI services – préliminaire	Févr.	nd		53,7	
VENDREDI 20							
Royaume-Uni	2:00	Ventes au détail	Janv.	0,2 %	2,8 %	0,4 %	2,5 %
Allemagne	2:00	Indice des prix à la production	Janv.	0,3 %	-2,1 %	-0,2 %	-2,5 %
France	3:15	Indice PMI composite – préliminaire	Févr.	49,6		49,1	
France	3:15	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Févr.	51,0		51,2	
France	3:15	Indice PMI services – préliminaire	Févr.	49,1		48,4	
Allemagne	3:30	Indice PMI composite – préliminaire	Févr.	52,3		52,1	
Allemagne	3:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Févr.	49,5		49,1	
Allemagne	3:30	Indice PMI services – préliminaire	Févr.	52,4		52,4	
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – préliminaire	Févr.	51,5		51,3	
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Févr.	50,0		49,5	
Zone euro	4:00	Indice PMI services – préliminaire	Févr.	51,9		51,6	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – préliminaire	Févr.	53,3		53,7	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – préliminaire	Févr.	51,5		51,8	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – préliminaire	Févr.	53,5		54,0	

NOTE : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).